Conditions Générales de Vente (CGV)

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») régissent les relations contractuelles entre Lelievre Justine, gérante de l'agence web Lola Web, dont le siège social est situé au 2 impasse des sereins 97480 Saint Joseph sous le numéro 478 075 708 00048 (ci-après « Le Prestataire »), et toute personne physique ou morale souhaitant bénéficier des services proposés par Le Prestataire (ci-après « Le Client »).

Toute commande de services implique l'adhésion sans réserve du Client aux présentes CGV.

Article 1 : Objet

Le Prestataire propose des services de consulting en web marketing.

Les présentes CGV ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles Le Prestataire fournit ses services au Client.

Article 2 : Devis

Toute prestation fera l'objet d'un devis détaillé établi par Le Prestataire. Ce devis précisera la nature des services, le prix, les délais de réalisation, les modalités de paiement et toute condition particulière applicable à la prestation.

Le devis est valable pour une durée de 15 jours à compter de sa date d'émission. Passé ce délai, Le Prestataire se réserve le droit de réviser le devis.

La signature du devis par Le Client, précédée de la mention "Bon pour accord" ou équivalent, emporte acceptation pleine et entière des présentes CGV et des conditions spécifiques du devis.

Article 3 : Prix et Modalités de Paiement

3.1. Prix : Les prix des services sont indiqués en euros et s'entendent TVA incluse. Tout impôt, taxe, redevance ou droit à payer en application de la législation française ou celle d'un pays importateur ou de transit est à la charge du Client.

3.2. Acompte : Sauf mention contraire sur le devis, un acompte de 50% du montant total du devis est demandé à la signature du devis. Le début de la prestation est conditionné au paiement de cet acompte.

3.3. Solde : Le solde du prix est payable à la fin du projet d'accompagnement.

3.4. Modalités de paiement : Les paiements peuvent être effectués par virement bancaire, chèque ou espèce.

3.5. Retard de paiement : En cas de retard de paiement, Le Prestataire se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard égales à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur (4,92%) de montant ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 100 Euros, et ce, sans mise en demeure préalable. Le Prestataire pourra également suspendre l'exécution de ses prestations jusqu'à régularisation complète du paiement.

Article 4 : Délais

Les délais de réalisation des prestations sont indiqués à titre indicatif sur le devis. Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour respecter ces délais. Toutefois, un retard ne pourra en aucun cas donner lieu à des dommages et intérêts, une retenue ou une annulation de la commande.

En cas de force majeure ou d'événements indépendants de la volonté du Prestataire (maladie, panne informatique, etc.), les délais pourront être prolongés sans que cela ne puisse engager la responsabilité du Prestataire.

Article 5 : Obligations du Client

Le Client s'engage à fournir au Prestataire toutes les informations et tous les éléments nécessaires à la bonne exécution de la prestation dans les délais impartis. Tout retard dans la transmission de ces éléments pourra entraîner un décalage des délais de réalisation et ne pourra engager la responsabilité du Prestataire.

Le Client s'engage à collaborer activement avec Le Prestataire et à valider les différentes étapes de la prestation dans les délais convenus.

Article 6 : Propriété Intellectuelle

6.1. Cession des droits : Sauf mention contraire expresse sur le devis ou accord spécifique, Le Prestataire cède au Client, à compter du paiement intégral des services, l'intégralité des droits de reproduction et de représentation des éléments créés spécifiquement pour le Client dans le cadre de la prestation.

6.2. Droit de citation : Le Prestataire se réserve le droit de mentionner sa réalisation pour le Client comme référence dans le cadre de sa prospection commerciale, de sa communication externe et de sa publicité. Le Client autorise Le Prestataire à utiliser à des fins de promotion, sur tous supports (site web, portfolio, réseaux sociaux, etc.), les réalisations effectuées.

Article 7 : Confidentialité

Chaque partie s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles de l'autre partie dont elle aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Article 8 : Responsabilité

Le Prestataire est tenu à une obligation de moyens. Il mettra en œuvre toutes les diligences nécessaires pour assurer la bonne exécution des services.

La responsabilité du Prestataire ne pourra être engagée qu'en cas de faute prouvée et directe et sera limitée au montant total des sommes réglées par le Client pour la prestation en cause.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable des dommages indirects, tels que la perte de clientèle, la perte de chiffre d'affaires, la perte de bénéfices, etc.

Article 9 : Annulation

9.1. Annulation par le Client : En cas d'annulation de la commande par le Client après la signature du devis et le versement de l'acompte, l'acompte versé restera acquis au Prestataire à titre de dédommagement, sans préjudice du droit du Prestataire de réclamer des dommages et intérêts supérieurs si le préjudice est avéré.

Si l'annulation intervient alors que la prestation est en cours d'exécution, le Client sera redevable du montant des services réalisés jusqu'à la date d'annulation, majoré des éventuels frais engagés par Le Prestataire.

9.2. Annulation par le Prestataire : En cas d'impossibilité d'exécuter la prestation due à un cas de force majeure ou à un événement imprévisible et irrésistible, Le Prestataire en informera le Client dans les meilleurs délais et proposera, le cas échéant, une solution alternative. Si aucune solution n'est trouvée, l'acompte versé sera remboursé au Client.

Article 10 : Litiges et Droit Applicable

Les présentes CGV sont soumises au droit français.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes CGV, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. À défaut d'accord amiable, tout litige sera porté devant les tribunaux compétents de Saint Pierre.